

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/22

28 octobre 1997

(97-4713)

**Conseil général
7 octobre 1997**

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard
le 7 octobre 1997

Président: M. C. Lafer (Brésil)

Objet: Dispositions à prendre pour la convocation de la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés

Ouvrant la réunion, le Président a dit que l'objet de cette dernière était de prendre une décision sur la question de la participation à la Réunion de haut niveau sur le commerce des pays les moins avancés qui devait se tenir sous peu, pour que l'avis de convocation puisse être envoyé. Il a indiqué que l'Accord sur l'OMC invitait le Conseil général à exercer les fonctions de la Conférence ministérielle dans l'intervalle entre les réunions de cette dernière, et a rappelé le mandat de la Réunion de haut niveau figurant dans la Déclaration ministérielle de Singapour, dans laquelle les Ministres des Membres de l'OMC sont convenus "d'organiser une réunion avec la CNUCED et le Centre du commerce international le plus tôt possible en 1997, avec la participation des organismes d'aide, des institutions financières multilatérales et des pays les moins avancés, pour favoriser une approche intégrée des moyens d'aider ces pays à accroître leurs possibilités d'échanges commerciaux" (WT/MIN(96)/DEC, paragraphe 14). Pour s'acquitter de ce mandat, le Secrétariat de l'OMC s'était employé à coorganiser la Réunion de haut niveau avec les secrétariats de la CNUCED et du CCI. Il a rappelé que les consultations informelles menées le 11 juillet par le Conseil général avaient entériné la proposition faite par le Directeur général de l'OMC et le Secrétaire général de la CNUCED, à savoir que, comme les règlements internes des deux organisations étaient différents, la meilleure solution pour ce qui était de la participation à la Réunion de haut niveau serait que l'OMC et la CNUCED invitent chacune de leur côté leurs membres, ainsi que les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales ayant le statut d'observateur à y participer. Ainsi, il ne serait demandé à aucune des deux organisations de s'écarter de son règlement intérieur. Depuis la réunion de juillet, le Directeur général, le Secrétaire général de la CNUCED et lui-même avaient poursuivi leurs efforts. Toutefois, il convenait de signaler qu'ils n'avaient pas été en mesure de s'assurer le concours de tous les membres de l'OMC et de la CNUCED pour procéder de la manière proposée. En conséquence, compte tenu du mandat défini dans la Déclaration ministérielle de Singapour, l'une des possibilités qui avaient été discutées était de convoquer une réunion de l'OMC de haut niveau à laquelle participeraient tous les Membres de l'OMC, tous les gouvernements ayant le statut d'observateur à l'OMC et tous les pays les moins avancés, y compris ceux qui n'étaient pas Membres de l'OMC et ceux qui n'y avaient pas le statut d'observateur. La situation étant ce qu'elle était, le Secrétaire général de la CNUCED, tout en regrettant qu'il n'ait pas été possible de procéder ainsi que lui-même et le Directeur général l'avaient proposé avant la pause de l'été, avait confirmé que le Secrétariat de la CNUCED était disposé à continuer de prendre une part active aux préparatifs de la Réunion de haut niveau et à son suivi, en jouant un

rôle dans la mise en oeuvre du nouveau cadre intégré pour l'assistance technique aux pays les moins avancés.

Compte tenu de ce qu'il venait d'expliquer, le Président a proposé que le Conseil général, en tant qu'organe de l'OMC chargé d'exercer les fonctions de la Conférence ministérielle dans l'intervalle entre les réunions de cette dernière, et aux termes du mandat défini par les Ministres des Membres de l'OMC à Singapour, invite le Directeur général de l'OMC à convoquer les 27 et 28 octobre à l'OMC la Réunion de haut niveau en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés, à laquelle seraient invités les Etats Membres de l'OMC, les gouvernements ayant le statut d'observateur à l'OMC et tous les pays les moins avancés. Des invitations spéciales devraient être envoyées aux secrétariats de la CNUCED et du CCI, compte tenu du rôle essentiel qu'ils jouaient dans la préparation de la Réunion de haut niveau et de l'importance que les Membres de l'OMC, et les pays les moins avancés en particulier, attachaient à la participation totale et active de la CNUCED et du CCI à la mise en oeuvre des activités d'assistance technique liées au commerce du cadre intégré qui serait mis en place à l'issue de la réunion. Des invitations devraient également être envoyées au FMI, au PNUD et à la Banque mondiale qui, en collaboration avec les secrétariats de l'OMC, du CCI et de la CNUCED, étaient directement associés à la préparation et au suivi de la Réunion de haut niveau.

Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation était disposée à se rallier à tout consensus qui se dégagerait en faveur de la proposition du Président. Toutefois, elle ne s'y résignait qu'à regret. Comme de nombreuses autres délégations, elle avait une très nette préférence pour une réunion conjointe. L'idée de mettre en place un cadre intégré supposait, et de fait exigeait, une démarche commune et coordonnée de la part des organisations participantes. Les Membres devaient prendre des mesures pour s'assurer que toutes les organisations participeraient pleinement aux activités décisives de suivi de la Réunion de haut niveau et qu'elles se sentiraient réellement impliquées. C'était dans cet esprit que la Communauté était prête à se rallier au consensus.

La Communauté proposait de prendre les mesures suivantes: i) ayant noté que le Président avait confirmé le rôle joué par la CNUCED dans la préparation initiale de la Réunion et dans les activités menées ultérieurement, la Communauté, par l'intermédiaire du Président, invitait le Secrétaire général de la CNUCED à se charger de la responsabilité de communiquer aux membres de la CNUCED les conclusions de la Réunion de haut niveau afin de profiter de l'élan donné et de la détermination actuelle pour en lancer la mise en oeuvre; ii) la décision prise à la présente réunion ne devait pas constituer un précédent; on adoptait une démarche "de type OMC" mais il s'agissait d'une réunion *sui generis* et les délégations n'étaient pas tenues de suivre la même procédure à l'avenir; iii) la Communauté invitait le Secrétariat de l'OMC à fournir des lignes directrices, idéalement par écrit, sur la conduite des débats, afin de veiller à ce que le rôle, les responsabilités et la présence visible de la CNUCED au cours de la Réunion de haut niveau soient les mêmes que ceux de l'OMC; et iv) la Communauté invitait le Secrétariat à élaborer des directives par écrit sur la suite à donner à la Réunion de haut niveau, là encore pour s'assurer qu'une démarche "commune" et coordonnée des organisations qui y étaient associées serait suivie. L'intervenant espérait que, la question de la participation du Taipei chinois ayant été résolue, les gouvernements profiteraient des deux ou trois semaines restantes pour aborder les questions de fond d'une manière qui entraînerait des résultats concrets pour le bien des pays les moins avancés. Tel était finalement l'objectif commun qui, il l'espérait, recevrait désormais toute l'attention qui lui était due.

Le représentant du Bangladesh a rappelé que les pays les moins avancés avaient demandé qu'il leur soit accordé du temps pour mener des consultations et réagir à la proposition à l'étude. De l'avis de ces pays, une réunion conjointe telle que proposée à l'origine aurait sans nul doute été préférable. Toutefois, pour diverses raisons complexes, une telle réunion n'était pas possible. Les pays les moins avancés acceptaient donc la proposition du Président, et ne doutaient pas que la Réunion de haut niveau serait couronnée de succès. Il souhaitait rappeler que la réunion à venir revêtait une importance cruciale

pour les pays les moins avancés, qui étaient convaincus que l'appel qu'ils avaient lancé pour obtenir le soutien de tous serait entendu. Il a remercié tous ceux qui avaient déployé des efforts pour parvenir à une solution acceptable par tous, et a souhaité que la CNUCED et son Secrétaire général participent pleinement tant aux préparatifs qu'au déroulement de la Réunion de haut niveau.

M. Fortin, Secrétaire général adjoint de la CNUCED, a dit que le Secrétaire général de son organisation appuyait pleinement la déclaration du Président selon laquelle la solution proposée ne signifiait nullement que le Secrétariat de la CNUCED cesserait de participer activement et de manière visible aux préparatifs, au déroulement et au suivi de la Réunion de haut niveau. Le Secrétariat de la CNUCED, tout comme la délégation de la Communauté, se résignait à regret au fait que cette réunion ne soit pas une réunion intergouvernementale conjointe. Toutefois, les deux secrétariats travaillaient de concert. La CNUCED aurait aimé que cette réunion soit, comme on l'avait prévu à l'origine, une réunion des membres des deux organisations, et le Secrétaire général de la CNUCED s'était efforcé de suggérer des moyens d'y parvenir. Il était cependant apparu clairement qu'aucune de ces suggestions ne permettait de surmonter l'obstacle principal, à savoir qu'une réunion des Nations Unies ne pouvait être tenue que conformément aux règles des Nations Unies. La CNUCED avait donc accepté à regret la solution proposée par le Président. L'intervenant souhaitait néanmoins confirmer que la CNUCED était totalement déterminée à participer aux préparatifs, au déroulement et au suivi de la réunion. Il souhaitait également confirmer que le Secrétariat de la CNUCED communiquerait les conclusions de la réunion aux membres de la CNUCED, afin que des directives claires et sans équivoque lui soient données pour ce qui était du suivi, qui était tout aussi important que la réunion elle-même. La Réunion de haut niveau n'était que le point de départ d'un processus de coopération entre les deux organisations.

Le Président a dit qu'il s'était personnellement entretenu à plusieurs reprises de ce sujet avec le Secrétaire général de la CNUCED, qui, tout comme le Directeur général de l'OMC, était foncièrement attaché à la réussite de la Réunion de haut niveau et de ses activités de suivi.

Le représentant du Pakistan a remercié le Directeur général de l'OMC et le Secrétaire général de la CNUCED d'avoir trouvé une solution pragmatique à un problème difficile, dans le respect des décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies sur d'importantes questions politiques. Le Pakistan était certain qu'avec la compréhension de tous ceux qui étaient concernés, la Réunion de haut niveau serait un succès, en dépit des méandres procéduraux qu'il avait fallu suivre. Le Pakistan se félicitait vivement de la contribution de la CNUCED à la réunion, et se rangeait à l'avis de la Communauté pour dire que la CNUCED devait également jouer un rôle par la suite. Il s'agirait là d'un précédent important puisque la CNUCED avait un rôle beaucoup plus large dans la promotion des objectifs du commerce et du développement que dans l'aide aux pays les moins avancés, et le Pakistan se réjouissait des nouvelles perspectives ouvertes par la participation et la contribution de la CNUCED aux objectifs poursuivis par les Membres de l'OMC.

Le Conseil général a pris note de ces déclarations et a accepté la proposition du Président concernant l'organisation de la Réunion de haut niveau.

S'agissant de la participation éventuelle à titre d'observateurs des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales à la réunion, le Président a dit qu'il fallait envisager cette question en tenant compte du fait que la Réunion de haut niveau était un événement *sui generis*, et qu'il était clairement entendu que toutes recommandations faites à cet égard ne créeraient nullement un précédent au regard des règles de procédure de l'OMC.

En ce qui concernait les organisations intergouvernementales, il a demandé si les Membres étaient d'accord pour que des invitations à participer à la Réunion de haut niveau à titre d'observateurs n'ayant pas la possibilité de prendre la parole soient envoyées sur une base *ad hoc* à un certain nombre de ces organisations qui n'étaient pas actuellement accréditées en tant qu'observateurs à l'OMC mais

qui néanmoins participaient à la préparation de la Réunion de haut niveau, ou qui avaient fait part du vif intérêt qu'elles portaient à la participation à la réunion à titre d'observateurs, parce qu'elles s'occupaient notamment de fournir ou de financer l'assistance technique liée au commerce dans les pays les moins avancés. Si un accord se dégagait sur cette question, l'intervenant proposerait que l'admission de ces organisations intergouvernementales *uniquement sans possibilité de prendre la parole* soit traitée de la même manière que dans le contexte de la Conférence ministérielle de Singapour, à savoir que les critères d'admission ne figureraient pas officiellement dans l'avis de convocation envoyé à ces organisations, mais apparaîtraient dans le compte rendu de la présente réunion, et que, *de facto*, le Président de la Réunion de haut niveau ne donnerait pas la parole à ces organisations.

S'agissant des organisations non gouvernementales, il a rappelé que leur participation à titre d'observateurs aux séances plénières de la Réunion de haut niveau, sans y prendre la parole, avait été envisagée quand il était question d'organiser une réunion conjointe OMC-CNUCED, du fait que la participation des ONG était prévue dans le règlement intérieur de la CNUCED, et que l'OMC avait adopté des dispositions spéciales en ce qui concernait la présence des ONG à la Conférence ministérielle de Singapour. Toutefois, les consultations informelles qu'il avait menées laissaient à penser que, si l'OMC convoquait la Réunion de haut niveau conformément à son règlement intérieur uniquement, plusieurs délégations hésiteraient à accepter la présence d'ONG en séances plénières. Par contre, il pensait que tout le monde était d'accord pour que les ONG participent aux tables rondes par pays organisées dans le cadre de la Réunion de haut niveau, à l'invitation de celui des PMA qui serait chargé de l'organisation de la table ronde concernée, ainsi qu'aux tables rondes thématiques à l'invitation des présidents de ces dernières.

En conséquence, il proposait que les organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur à l'OMC et, en fonction des demandes, d'autres organisations intergouvernementales ayant des responsabilités liées aux objectifs de la Réunion de haut niveau, soient invitées à participer à la Réunion de haut niveau à titre d'observateurs. Par ailleurs, les pays les moins avancés responsables de l'organisation de tables rondes par pays et les présidents de tables rondes thématiques pourraient y inviter les organisations non gouvernementales.

Le Conseil général a accepté les propositions du Président concernant la participation des organisations intergouvernementales et non gouvernementales à la Réunion de haut niveau.